

Aspects politiques et culturels des utopies d'aujourd'hui

Par Philippe J. BERNARD

Économiste. président du Club Utopies (Association Prospective 2100)

et Alexandre ROJEY

Fondateur et animateur du *think tank* IDées (Fondation Tuck), vice-président de l'association SENS+

De nos jours, le mot « utopie », inventé en 1516 par Thomas More pour répondre à l'Éloge de la folie de son ami Érasme, recouvre des sens assez divers. Vérité énoncée prématurément pour quelques-uns, vision naïve ou dangereuse pour d'autres, il peut être appliqué notamment aux effets fantastiques promis par le progrès technique, en particulier dans le domaine des technologies numériques.

Ce dont il va être question ici ne concerne ni les promesses d'immortalité, ni l'amplification de la pensée grâce à toutes sortes de prothèses greffées sur notre cerveau, qui font l'objet du *transhumanisme* décrit par certains, ou de la singularité annoncée par d'autres pour les environs de l'an 2040. À partir d'une critique de l'existant, il va être plutôt question d'une vision, d'un rêve peut-être, de projets en tout cas d'une société meilleure, tant dans son organisation politique et sociale que dans ses traits plus proprement culturels.

Une critique de l'existant

Selon la conception qui va être adoptée par la suite, l'utopie est une vision positive fondée sur une critique de l'existant. À ce titre, elle reste dans la ligne de la vision originale de Thomas More décrivant une société imaginaire qui était manifestement irréaliste, mais qui lui avait permis de s'en prendre, de fait, à un certain nombre des travers de son époque.

Une différence majeure nous sépare de ce temps lointain. Alors que la forme des sociétés anciennes passait pour avoir été dessinée par un doigt divin ou pour répondre à un plan de la nature, l'on sait de nos jours que c'est du fait des hommes que les sociétés d'aujourd'hui sont comme elles sont. Dès lors, il apparaît possible, au nom tant de l'observation que des aspirations des citoyens d'une société démocratique, de porter un jugement critique sur l'existant et de s'efforcer de préparer un avenir nouveau.

Deux sortes de clivages

Dans un monde où les hommes sont libres de leurs opinions, des clivages vont apparaître dans les idées exprimées au sujet des conditions sociales.

Un premier clivage, proposé en 1929 par le sociologue allemand Karl Mannheim, va opposer deux sortes de concepts. L'*idéologie* est une conception normative des sociétés que l'on voudrait voir s'imposer. Après l'échec

des grandes idéologies du XX^e siècle, elle est généralement perçue avec méfiance. L'*utopie*, en revanche, est une conception de la société telle qu'elle devrait et telle qu'elle pourrait être. Vision de l'avenir, elle est en général positive (si elle a un côté plutôt négatif, on tendra alors à parler de *dystopie*).

Mais il est une autre distinction possible en fonction des idées politiques courantes. Si des conceptions positives sont entretenues au sujet de l'existant, ou d'un équilibre antérieur qu'il s'agirait de rétablir, on parlera d'un côté conservateur ou traditionnel. S'il s'agit au contraire de chercher ou de poursuivre la recherche d'un état meilleur, on parlera d'un côté *progressiste*, *réformiste*, voire parfois révolutionnaire. À ces deux conceptions, d'après la position des députés dans les Assemblées face au Président, sont attachées les appellations de droite et de gauche. S'intéressant, en général, à l'avenir, la gauche aura tendance à se montrer plus utopiste que la droite. Mais il peut exister aussi des utopies plutôt de droite, qui tendent à rétablir (comme il vient d'être dit) ce qui n'aurait pas dû être dérangé.

Le besoin de confiance et la place importante de certaines idées entraînant et partagées

Les sociétés modernes étant beaucoup plus étendues que les cités antiques volontiers prises comme modèles, l'organisation politique doit reposer sur l'action de repré-

sentants choisis, ou plus généralement élus. La politique va être faite des rapports entre les citoyens, ces représentants et les gouvernants en charge des moyens du pouvoir. Avant de se traduire dans les performances du pays concerné, son succès ou son insuccès va dépendre dans une large mesure de la nature des relations, de plus grande confiance ou méfiance, entre ces trois groupes. Il s'agit là d'un problème sensible, comme il est apparu clairement ces derniers temps.

Les groupes et les personnalités politiques, ainsi qu'une portion appréciable du public, vont donc avoir besoin d'une vision, d'un projet nouveau et apprécié fondé non seulement sur des tendances déjà apparentes, mais aussi sur la volonté des membres d'une société démocratique apte à se gouverner elle-même – en somme, d'idées entraînant et partagées. C'est dans cette mesure que l'on peut parler d'un *pouvoir des idées* et s'occuper à en vérifier la portée, à de certains moments et sous certains aspects de l'histoire contemporaine.

Comment des idées de nature utopique vont-elles apparaître, puis se développer ? Des conceptions nées on ne sait très bien où ni comment vont être formulées et vont se répandre, se diffuser dans certains milieux, persister plus ou moins longtemps, disparaître et, pour certaines, réapparaître sous des formes diverses.

L'utopie, une vision *a priori* mais risquée de ce que la société devrait être

Le concept d'utopie aujourd'hui est celui qui s'applique à la forme que devrait prendre la vie sociale. Si la vision ou l'aspiration dominante, conformément à une tradition bien établie, est celle de la liberté et de l'égalité entre les individus, elle risque néanmoins de se heurter aux contraintes de l'existence des hommes dans la nature. Tentons de les résumer rapidement.

La néoténie du bébé humain, liée au développement des capacités de l'espèce, impose une longue formation et éducation, et des formes de coopération appelées à se développer. Celles-ci consistent à la fois en une écologie – l'entretien de la vie au contact de la nature –, en une sociologie – les formes de la coopération, y compris l'existence d'entreprises, d'initiatives et d'une hiérarchie –, et en une symbolique unissant les humains dans des croyances ou dans des pensées communes.

Il est facile de voir qu'il y a un risque de contradiction entre ces exigences. Blaise Pascal, dont on connaît les travaux scientifiques, mais dont les *Pensées* voulaient être des matériaux pour l'Apologie de la religion chrétienne qu'il entendait écrire, était, en son temps, particulièrement conscient d'un tel risque : « [...] *Et c'était une grande maxime de Pascal que toute vérité fondamentale se présente d'abord à l'esprit de l'homme sous la forme de deux raisons contraires entre elles, telle l'opposition de la grâce et de la liberté, de la misère et de la grandeur de l'homme* », a ainsi écrit Émile Boutroux, dans sa préface d'une réédition des *Pensées* parue en 1913.

Pareille contradiction est la caractéristique la plus mani-

feste des utopies que nous pouvons connaître ; toutefois, cette difficulté n'enlève rien à leur intérêt ni à leur portée.

Les utopies politiques et sociales du XIX^e siècle à nos jours

Au début du XIX^e siècle, s'appuyant sur l'expérience des révolutions américaine et française, le philosophe Georg Wilhelm Friedrich Hegel (1770-1831) proclame que l'histoire de l'humanité est celle des progrès de la conscience de la liberté. Vision qui n'a nullement perdu de sa pertinence. Bientôt, cependant, l'idée se répand d'une révolution sociale venant prolonger la révolution politique. Pour pouvoir répondre aux besoins des citoyens, il n'y aurait plus de propriété privée des moyens de production, plus de distinction entre patrons et ouvriers, entre ceux qui possèdent quelques éléments de cette propriété et ceux n'en possédant aucun. Au cours du XIX^e siècle, les utopies socialistes, telles celles de Charles Fourier (1772-1837) ou de Robert Owen (1771-1858), se sont multipliées, sans toutefois parvenir à fonder un ordre réellement nouveau.

L'utopie d'une société socialiste, ou encore communiste (c'est-à-dire sans classes sociales), qui a pu connaître à un certain moment un début de réalisation, au XX^e siècle, en Russie ou en Chine – tout au moins à en juger à la façon dont le personnel subalterne des administrations parlait, à Moscou, dans les années 1960, de « nos savants », d'après les témoignages rapportés par des chercheurs occidentaux invités dans des institutions académiques soviétiques –, s'est révélée elle-même difficile à établir. L'abolition du moteur de l'intérêt individuel demandait que l'impulsion nécessaire fût donnée par les détenteurs des pouvoirs publics. Or, l'expérience a montré de façon répétée le double risque que cela impliquait :

- d'une part, celui de la *corruption* du nouveau pouvoir politique, celui-ci ne travaillant plus guère qu'à sa propre perpétuation,
- et, d'autre part, celui de sa *faible efficacité*, face à l'arbitraire d'un planificateur ne disposant pas, en dépit d'annonces répétées de réformes, d'une réelle base de calcul pour pouvoir donner de bonnes réponses aux besoins et aux désirs des populations.

Par ailleurs, si l'idée d'une société autogérée, d'inspiration anarchiste, fondée sur l'activité de travailleurs indépendants, libres de s'organiser comme ils l'entendent, a pu être séduisante, elle s'est révélée peu praticable, faute notamment de pouvoir déployer des moyens collectifs suffisants pour faire face à de nouvelles exigences techniques.

Est-ce à dire, après l'effondrement de l'Union soviétique et la conversion à l'économie de marché de la Chine, cette dernière restant cependant maintenue sous le rude carcan du monopole politique du Parti communiste, que l'utopie d'une société réellement socialiste était une illusion, comme l'a suggéré François Furet dans son ouvrage *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle* (1995) ? Et qu'il en va de même de la *passion révolutionnaire*, qui, comme l'a souligné ce même auteur, tient depuis si longtemps une telle place dans l'histoire politique de la France, comme dans celle d'autres pays.

Serions-nous arrivés à la *fin de l'histoire*, comme ne craignait pas de l'affirmer de son côté Francis Fukuyama en 1992, de par l'adoption dans le monde entier du modèle occidental, et plus particulièrement américain, à gouvernance libérale, celle-ci étant tenue comme spontanée dans un État qui soit effectivement de droit ?

Ce modèle a tendance en fait à mettre en péril le *compromis social-démocrate* répandu en Europe, fondé, d'une part, sur le respect de la concurrence de l'économie de marché et, d'autre part, sur une politique de *protection sociale* aussi étendue que possible. Sans doute subsiste-t-il ce qui peut être appelé l'*utopie moderne*, ou l'État-providence, fondé sur l'idéal kantien, qui est de permettre, à côté de la libération de tous les hommes des liens pouvant les enchaîner, le développement des facultés dont chacun peut disposer ; mais cette utopie est loin de pouvoir être parfaitement atteinte dans le cadre de la vision *néolibérale*, qui tend à exclure toute forme de régulation de l'organisation sociale.

L'espérance socialiste originelle survit dans de nombreux environnements. Elle s'est manifestée récemment à de multiples reprises, en particulier dans des combats syndicaux ou politiques en France. En relève également le mouvement des *Indignés*, dans différents pays européens (dont l'Espagne et la France), tandis que le mouvement *Occupy Wall Street* dénonçait les abus du capitalisme financier. Plus récemment, le mouvement *Nuit debout*, suscité par la mobilisation contre la loi Travail, a également exprimé des revendications anticapitalistes. L'idée de *Commun* ou de *Bien commun*, comme élément central d'une ambition politique, reste elle-aussi fortement présente.

Les combats politiques ou syndicaux d'aujourd'hui prennent souvent la forme d'un combat entre utopistes et idéologues. Les *utopistes* d'aujourd'hui affichent la volonté de maintenir la protection sociale et d'organiser un monde alternatif, quels que soient les obstacles. Si les résultats en sont la perte de compétitivité, le déclin accentué de l'industrie et le maintien d'un niveau de chômage élevé – une réalité reconnue, en France, de tous côtés depuis plus de 15 ans – il appartient au gouvernement et au patronat de trouver les solutions requises, et non en tout état de cause aux salariés, qui en seraient les grands perdants.

Face aux *utopistes*, les *idéologues*, qui se veulent réalistes, ne voient de solution que dans la reconnaissance des réalités économiques, telles qu'elles sont imposées par la mondialisation. Ils s'en tiennent aux seuls arbitrages du Marché en matière de décisions économiques. Ils en appellent aux « réformes de structure » dont il a été question durant toutes ces dernières années, entretenant dans le même temps la crainte d'une « régression » à la fois sociale et économique.

Sans doute le fait de mettre en lumière les côtés utopique ou idéologique des politiques défendues n'a-t-il pas suffi, jusqu'à aujourd'hui, pour sortir de l'impasse résultante : les présupposés entretenus, les priorités et les condamnations réciproques sont trop fortement ancrés pour le permettre. Mais exposer ces attitudes peut contribuer à leur dépassement.

L'allocation universelle ou revenu de base, nouvelle utopie du temps présent

Une des réflexions aujourd'hui les plus répandues a trait aux difficultés accrues pour assurer partout le plein emploi. L'auteur américain Jeremy Rifkin a décrit comme la *fin du travail* (le titre de l'un de ses ouvrages) la tendance à la raréfaction des emplois (même qualifiés), en raison notamment de l'automatisation croissante des divers processus de la vie économique. De très nombreux auteurs, par exemple, en France, Pierre-Noël Giraud, dans *L'homme inutile* (2016), ont montré la diminution de la demande de main-d'œuvre, et en particulier de la main-d'œuvre peu qualifiée. Mais le même Jeremy Rifkin apporte une réponse à cette situation en vantant, dans son ouvrage *Le Rêve européen* (*The European Dream*, 2004), écrit à l'usage de ses concitoyens, la tendance qu'il relève en Europe, en particulier en France, à assurer à tous le maximum possible de protection sociale.

L'idée, proposée de divers côtés, notamment par l'ancien marxiste André Gorz, l'auteur de *L'Adieu au prolétariat*, qui est celle d'une allocation universelle (ou *revenu de base*) versée à tous et venant s'ajouter aux revenus du travail pour ceux qui en ont un, a ses partisans dans de nombreux pays. Le Pr. Philippe Van Parijs, de l'Université de Louvain-la-Neuve, en Belgique, lui a consacré de nombreux travaux. Dans l'immédiat, de fortes objections s'opposent sans doute à l'application de mesures de ce type : leur coût pour les budgets publics, tout d'abord ; ensuite, l'immanquable appel d'air pour toute la *misère du monde* vers les pays qui voudraient les mettre en place et, enfin, pour beaucoup, l'*immoralité* d'une vie pouvant être vécue sans la contrepartie d'un effort en faveur de l'intérêt commun. Certains voient même en elles un cheval de Troie libéral visant à démanteler l'ensemble des autres aides sociales.

Cette idée peut en effet être considérée comme une simple extension du revenu de solidarité active (RSA) qui a succédé au revenu minimum d'insertion (RMI) introduit en France par Michel Rocard, et son application paraît donc parfaitement envisageable (tout comme peut l'être celle de l'*impôt négatif* du libéral Milton Friedman). Le réalisme d'une telle mesure dépend, bien sûr, du niveau de revenu envisagé. L'instauration d'un revenu de base universel de 550 à 600 euros par mois devrait devenir effective en Finlande dès 2017. Nombre de candidats à des élections se font aujourd'hui les chantres de mesures de ce genre, qui sont dénoncées comme irréalistes par d'autres.

La science économique, telle qu'elle se présente désormais, peut difficilement prétendre n'être fondée que sur la simple hypothèse de l'individualisme méthodologique. L'intérêt individuel des acteurs peut engendrer des comportements collectifs allant dans le sens d'un intérêt commun. Il y a aujourd'hui trop d'exemples de ce que Jean Tirole, Prix Nobel d'économie 2014, auteur de l'ouvrage *Économie du bien commun* (2016), a lui-même appelé « les limites morales du marché » pour ne pas le penser – sans pour autant que les règles présidant à l'organisation de celui-ci aient été entièrement rejetées.

Le problème des inégalités

Des débats sont en cours pour savoir si la très forte croissance actuelle des inégalités est intrinsèquement liée à la forme capitaliste de l'économie – celle où le pouvoir économique appartient avant tout à ses propriétaires, les actionnaires, comme l'impliquent en particulier les analyses de Thomas Piketty notamment dans son ouvrage *Le Capitalisme au XXI^e siècle* (2013). Ou pour savoir si, sans réelle révolution économique, une politique volontariste complétée d'une politique fiscale appropriée peut conduire à la corriger, ce que semble suggérer précisément le cas de la France, dont la protection sociale est la plus élevée au monde (32 ou 33 % du PIB, en tenant compte de la quasi-gratuité de l'école et de l'hôpital publics).

La France est aussi un pays où les inégalités ont continué à baisser à la fin du siècle précédent, et où elles se sont plutôt moins accrues qu'ailleurs jusqu'aux toutes dernières années, comme le révèle l'économiste britannique Anthony Atkinson dans son ouvrage *Inégalités* (2016). De 1980 à 2000-2010, l'inégalité des revenus s'est accrue partout, sauf en France. « *Il y a des pays comme la France, où l'inégalité globale à la fin des années 2000 n'était pas plus élevée que trente ans plus tôt. Son coefficient de Gini a augmenté récemment, puisqu'il est passé de 28,9 % en 2004 à 30,6 % en 2011, mais cela le laisse 2 points plus bas que son niveau de 1979, avant l'élection de François Mitterrand* » (p. 125). La France serait ainsi le seul pays occidental où, de 1980 au début des années 2010, le niveau d'inégalité aurait baissé.

Il y a là le reflet, assurément, de la politique sociale (Sécurité sociale, allocations familiales, salaire minimum, mesures de soutien aux bas salaires, quasi-gratuité de l'enseignement et des soins, etc.) et de l'approbation générale ou quasi générale qui l'entoure. Ce qui n'empêche pas (voire encourage) la dénonciation des grosses rémunérations des dirigeants des grandes entreprises résultant d'un effort fait pour assurer la parité avec ce qui s'observe à l'étranger.

Ainsi, la situation française ne serait pas un accident, mais le résultat d'une aspiration, d'une politique voulue, d'une utopie, d'un rêve ou d'une volonté commune partant peut-être plus d'un côté de l'opinion que de l'autre, mais non réellement combattue jusqu'ici par l'autre bord lorsque celui-ci parvient au pouvoir, mais où – revers de la médaille – la compétitivité économique (notamment industrielle) n'a, jusqu'ici, jamais cessé de se détériorer. Ce qui pose la question de savoir si, dans les années à venir, les nouvelles tendances politiques ne vont pas aller dans le sens de l'abandon ou, *a minima*, d'une forte inflexion de cette utopie.

L'utopie de la société de coopération et de partage

Faut-il espérer l'avènement de ce qui serait un *gouvernement mondial* gage d'une paix universelle et moyen efficace pour répondre aux grands défis mondiaux ? Ou tout au moins de coopérations internationales plus étroites en faveur de l'intérêt général en dépit, un peu partout, de

réclamations très vigoureuses allant désormais en sens inverse ? Et voir dans ces coopérations l'effet de visions utopiques ?

La question est aussi parfois posée de l'instauration, dans les différents pays, de formes de gouvernement qui seraient réellement plus démocratiques qu'elles ne le sont aujourd'hui, notamment d'une *démocratie participative* combinant les idées de démocratie directe et de solidarité accrue et conciliant des critères de justice sociale avec des impératifs de faisabilité.

L'idée de démocratie participative va au-delà des seules procédures de délibération. Elle conduit à faire participer l'ensemble de la société au contrôle des activités économiques, en allant jusqu'à la reconnaissance des droits de propriété de la collectivité, ce contrôle se traduisant par une cogestion des activités économiques faisant intervenir des citoyens de la société civile aux côtés de représentants de l'État et des salariés.

Le fonctionnement même de l'économie peut être remis en cause, avec la substitution à la concurrence généralisée d'un souci de coopération et de partage. La *société de partage* retrouverait les liens du collectif qui tendent à disparaître en Occident au profit de l'individualisme des consommateurs. En tous les cas, les nouvelles générations ont tendance à être moins intéressées par la propriété d'un objet que par son usage.

Des pratiques de prêt et de troc se développent, favorisées qu'elles sont par la mise en place de plateformes numériques de partage et d'échange. L'utilisation partagée d'objets ou d'équipements permet d'en faire un meilleur usage et d'éviter la multiplication des objets inutiles. Le partage d'idées et d'expériences s'effectue à travers des échanges directs entre particuliers, mais aussi à travers des organisations et des associations, conduisant au développement d'une économie collaborative, par l'intermédiaire de plateformes numériques. L'économie dite *solidaire* consiste à faire coopérer des bénévoles, des professionnels et des représentants des administrations à la gestion des services publics, sous des formes juridiques diverses. La participation de bénévoles se heurte toutefois à des limites évidentes, posant ainsi la question de leur éventuelle rémunération, à laquelle peut contribuer le développement de monnaies parallèles reconnues par divers partenaires, comme il en existe déjà (de type *bitcoin*, aux États-Unis), permettant de sécuriser des transactions sans passer par des intermédiaires bancaires, mais avec une valeur susceptible de connaître des variations du fait de spéculations toujours possibles.

L'économie sociale et solidaire vise également à redonner une place à tous ceux qui se trouvent exclus d'un système contrôlé par les plus forts : aux jeunes de milieux défavorisés, aux immigrés ou aux handicapés. L'une des initiatives les plus remarquables de ce point de vue a été la mise en place, au Bangladesh, du microcrédit par Muhammad Yunus. Le principe du microcrédit consiste à accorder des prêts d'un faible montant et à taux d'intérêts très bas aux plus démunis pour leur permettre de créer de nouvelles activités. Il a bénéficié notamment à de nom-

breuses femmes, qui, sans emploi, ont pu ainsi organiser une activité lucrative à leur domicile.

Le *commerce équitable* représente une autre forme de l'économie sociale et solidaire. Il vise à établir de nouvelles relations économiques Nord-Sud. Les entreprises qui veulent s'adonner à un commerce équitable s'engagent à respecter des normes de transparence et de juste rémunération des producteurs.

À toutes ces nouvelles manifestations, prenant place le plus souvent dans le cadre d'une pure économie de marché, il est sans doute difficile de donner l'étiquette d'« utopie ». Néanmoins, ce qui est bien clair, c'est que beaucoup des transformations contemporaines, si elles prennent place dans un cadre capitaliste, restent elles-mêmes le produit de critiques et d'aspirations nées d'une autre source que de la seule poursuite du *business as usual*.

Les utopies culturelles

Dans l'organisation et l'évolution des sociétés humaines se pose la question de la place des facteurs culturels. Selon l'anthropologue Maurice Godelier (médaille d'or du CNRS), dont le travail principal a porté sur une tribu très isolée de Nouvelle-Guinée, il ne peut s'agir ni des relations de parenté (principal sujet d'étude des anthropologues) ni des facteurs socio-économiques, comme le soutenaient à la fois les économistes libéraux et les marxistes (à la traction animale, disaient ces derniers, répondait le féodalisme, à la machine à vapeur et au chemin de fer le capitalisme, tandis qu'aux impasses de ce dernier devait répondre le socialisme).

En fait, seuls les facteurs de type politico-religieux donneraient à l'architecture sociale le fondement requis (*Au fondement des sociétés humaines*, 2007). Dans son langage propre, René Girard ne disait pas autre chose (*La violence et le sacré*, 1972). Un tel point de vue avait été soutenu par Max Weber, qui voyait dans les mentalités protestantes (et plus particulièrement puritaines) un facteur essentiel du développement du capitalisme occidental, tout en mettant l'accent sur le *Désenchantement du monde*, un thème repris par Marcel Gauchet, qui, en 1985, voyait dans la sécularisation de la société l'une des sources de la présente crise du monde occidental. Toutefois, Jean-François Lyotard allait bientôt présenter la vision postmoderne de la société comme marquant la fin des *grands récits* porteurs de sens, tandis que des romanciers décrivaient une société dépourvue d'idéal et d'espérance, et que des essayistes multipliaient des propos pessimistes sur la fin d'une civilisation judéo-chrétienne qui aurait épuisé toutes ses potentialités, comme l'affirme Michel Onfray.

Face à ces visions de déclin, parviendraient néanmoins à s'imposer des facteurs positifs susceptibles d'aller dans le sens d'un renouveau culturel et d'une demande à ce sujet. Parmi ces facteurs figurent notamment les échanges entre cultures différentes, à la condition qu'ils conduisent bien à un enrichissement mutuel, et non à une multiplication des conflits. Dans un temps où les gains de productivité liés à l'utilisation des machines devraient aider à con-

crer plus de temps et de moyens aux activités culturelles, allant ainsi dans le sens d'une meilleure qualité de vie et du développement d'activités nouvelles. Et où le relèvement du niveau d'éducation, lié lui-même à l'amélioration du niveau de vie, est à cet égard un facteur favorable. La technologie facilite en effet l'accès à la culture. Internet, l'édition numérique, la possibilité d'organiser des cours à distance, le développement des échanges culturels vont en ce sens. Le taux mondial d'alphabétisation des adultes est ainsi passé de 75 % il y a de cela 30 ans, à près de 87 % aujourd'hui.

Sans doute la mondialisation, ou globalisation, a-t-elle eu tendance à imposer des produits culturels standards, alors que le développement de la culture exige le respect de la diversité, tout en préservant le maintien de formes culturelles raffinées, telle la poésie qui conserve une place importante dans la vie quotidienne des populations ayant su conserver leur culture traditionnelle. Un équilibre reste à trouver entre le respect de la tradition et l'ouverture aux nouveautés de la modernité.

Le besoin de préserver l'environnement conduit à une sorte de culte de la nature. Avec l'écologie profonde et le concept de Gaïa, la déesse Terre, on peut même y voir une forme de religion. Le respect de l'ensemble des êtres vivants et la sacralisation de la nature sont deux des tendances les plus caractéristiques de la société contemporaine.

Les religions elles-mêmes, loin de disparaître, occupent une place toujours très importante dans le monde d'aujourd'hui. Elles peuvent cependant se traduire en fondamentalismes, en climats de violence et en conflits militaires exacerbant des réactions difficilement évitables d'hostilité. Le rétablissement de la paix est l'un des moyens les plus sûrs pour conduire à un plus haut niveau de conscience opposé à la haine.

Différentes formes de spiritualité devraient pouvoir répondre aux besoins d'épanouissement personnel et d'harmonie intérieure. Elles recouvrent des formes d'expression très diverses et des niveaux d'engagement variables. Une culture ancrée dans l'intériorité de la personne permet d'échapper à l'asservissement de l'être humain par la technique. L'intérêt pour les biens immatériels de la culture limite aussi le besoin compulsif d'une consommation toujours accrue.

De nouvelles utopies visent à échapper aux impératifs de la société productiviste. Elles cherchent à créer de nouveaux modes de vie plus simples et plus proches de la nature. Le mouvement de la *simplicité volontaire* poursuit un courant d'idées initié par un certain nombre de grands penseurs, tels que le Mahatma Gandhi, l'écrivain Léon Tolstoï, le philosophe et poète américain Ralph Emerson, ainsi que son disciple, l'écrivain Henry Thoreau. Ce mouvement est incarné en France par l'agriculteur et écrivain Pierre Rabhi, qui prône une *sobriété heureuse*.

La volonté d'échapper à la société de consommation et de préserver l'environnement se retrouve chez les militants de la *décroissance*, pour lesquels ce serait la seule voie permettant d'éviter un effondrement de l'économie et de la société tout entière.

Diverses communautés se forment autour d'un idéal commun, allant des groupes de *hackers* aux communautés libertaires héritières des phalanstères et des mouvements *hippies* des années 1960. Certaines de ces communautés se regroupent au sein d'écovillages particulièrement représentatifs, tels celui de Findhorn, en Écosse, qui cherche à contribuer à un futur positif en abritant dans un cadre harmonieux un centre d'éducation et de formation et une communauté spirituelle, ou encore celui de Tamera, au Portugal.

D'autres groupes, anarchistes ou « autonomes », s'attachent à des causes politiques. Leurs convictions communes les conduisent à s'organiser en communautés de vie. De tels groupes se sont fait connaître en France, notamment à travers leurs actions contre le barrage de Sievens ou le projet du nouvel aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Ces communautés testent également des solutions alternatives d'habitat écologique, de production collaborative de fruits et légumes, et la mise en commun et l'utilisation accrue d'équipements, tels qu'outils et vélos.

À une plus vaste échelle, Auroville, fondée en 1968 près de Pondichéry par la compagne de Sri Aurobindo, se présente comme une forme d'*utopie aboutie*. La propriété privée y est interdite, l'argent banni, et les soins gratuits. Auroville reste toutefois dépendante du soutien des visiteurs extérieurs et n'a pas démontré sa capacité à devenir pleinement autonome.

Le travail intellectuel, qui assure désormais sa présence et occupe même une place prépondérante par rapport au travail physique, est lui-même menacé par les progrès de l'information et de l'intelligence artificielle, pouvant conduire à en supprimer une large partie, de la même façon qu'à travers le temps les machines ont supprimé la plus grande partie des emplois requérant la force physique.

Dans cette perspective sont appelées à se multiplier les activités de *création*, qui ne se confondent en rien avec la quantité, aspects intellectuels compris, du travail effectué. Découplée de la consommation de toute ressource, couvrant la production de tous les biens culturels, littéraires ou artistiques, et s'étendant aux secteurs ayant affaire à la vie de tous les jours (habitat, alimentation, vêtements), cette création est susceptible d'apporter une contribution positive au niveau de production.

L'information et l'ensemble des données qu'elle recouvre (*Big data*) font partie des facteurs immatériels contribuant à la création de *valeur* (dans l'acception donnée à ce mot par les économistes), qui sont appelés à un développement considérable. Le *savoir* associé à la création, permettant de comprendre et d'innover, demande l'utilisation de technologies numériques de plus en plus puissantes, mais aussi un travail humain d'interprétation et de synthèse, qui va demander une part croissante de créativité.

L'éthique du soin (*care*), dans une perspective qui n'est pas opposée mais complémentaire de cette activité de création, est un autre facteur essentiel de transformation, créateur de lien humain en même temps que de valeur

économique. Elle a été conceptualisée par la psychologue Carol Gilligan, qui l'a associée aux valeurs ou aux qualités féminines. Un accueil chaleureux au sein d'une administration, des soins prodigués avec compassion dans un hôpital créent de la valeur, sans consommer de ressources. Le soin, la chaleur d'un contact ne se mesurent pas au temps passé. Création et soin s'apprécient selon des critères de qualité, et non de quantité. L'éducation, la santé, l'environnement, mais aussi la justice, l'insertion professionnelle, la vie culturelle et sociale font partie des principaux secteurs d'intérêt général concernés. Le bénévolat, la solidarité, la qualité de l'attention, qui font trop souvent défaut dans les sociétés modernes, sont à rattacher au facteur du *soin*.

Une transformation des mentalités et des modes de vie reste nécessaire pour avancer dans ce sens. L'ensemble du système économique et social doit être repensé pour favoriser une évolution vers un tel modèle de *prosperité sans croissance*, de développement humain, de solidarité et de bonheur. Une transformation de ce genre nécessite toutefois de nouveaux outils réglementaires, administratifs et fiscaux, de nouveaux modèles d'organisation et, bien sûr, des changements de comportement.

Les voies du futur

Le progrès technologique, facteur fondamental des transformations actuelles, offre des opportunités spectaculaires. En permettant à la machine de se substituer à l'être humain dans une bonne partie des tâches intellectuelles, il peut cependant être source de dangers, servir d'outil de domination à un régime oligarchique, ou même conduire à un modèle de type totalitaire. La consommation effrénée de ressources naturelles risque d'aboutir à un effondrement écologique et, par voie de conséquence, économique, comme l'annonçait le rapport Meadows il y a déjà plus de 40 ans. Échapper aux contradictions et aux ambivalences des tendances en cours demande l'attention de tous.

Aussi un renouveau des idées est-il nécessaire. La crainte qu'il soit jugé *utopique face au principe de réalité* n'est pas de mise, car les menaces qui pèsent sur l'humanité ne laissent pas vraiment le choix. Les utopies retrouvent aujourd'hui leur caractère de nécessité, qu'elles pouvaient sembler avoir perdu.

Peut contribuer au renouveau requis, tout d'abord, le besoin de chacun de parvenir à une harmonie intérieure, d'atteindre un niveau plus élevé de *conscience*, de se sentir investi de la dignité d'une personne unique et irremplaçable en même temps que du sens de sa responsabilité personnelle en tant que membre d'un ensemble. Vient s'y ajouter le désir de renouer le lien social, de construire une société de coopération et de partage, de s'ouvrir, enfin, résolument, à l'empathie et à l'altruisme. Un tel renouveau permettrait d'échapper au scénario dystopique d'un effondrement brutal ou d'une catastrophe entraînant la fin de l'humanité.